

A)

ERG Développement France
Jordan MORENO – Chef de projets PV
16 Boulevard Montmartre
75009 PARIS

M. Didier RAFFAULT le Président de la Commission
d'enquête relative au *projet de modification du PLUi et
du PLU de Mehun-sur-Yèvre Communauté
d'Agglomération Bourges Plus*
23-31 boulevard Foch - CS 20321
18023 BOURGES Cedex

Le 26 aout 2025.

À l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur

Enquête publique relative aux projets de modification n°4 du PLUi de Bourges Plus et n°2
du PLU de Mehun-sur-Yèvre enquete-publique-6379@registre-dematerialise.fr

**Objet : Contribution à l'enquête publique – Demande d'intégration d'un projet de
centrale photovoltaïque à la modification du PLUi**

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Dans le cadre de l'enquête publique portant sur la modification n°4 du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal de Bourges Plus, je souhaite vous faire part de notre **projet
de développement d'une centrale photovoltaïque au sol** en lien direct avec l'objet de
la présente procédure visant à adapter les règles d'urbanisme aux enjeux de la loi relative
à l'accélération de la production des énergies renouvelables.

La société **ERG France développe actuellement un projet sur le territoire de
l'agglomération Bourges Plus, à Marmagne**, sur un terrain exploité par EUROVIA (*Les
Chaumes*, 18500 Marmagne - emprise des parcelles cadastrales en PJ), situé en ZAER, ce
projet bénéficie depuis ses débuts du soutien de la mairie et de la Communauté
d'Agglomération Bourges Plus avec qui ERG échange régulièrement sur les avancées du
projet.

Ce projet est à un stade avancé, avec plusieurs études déjà engagées (notamment
environnementale, paysage, technique), et une implantation envisagée compatible avec
les objectifs de sobriété foncière, de préservation des terres agricoles et de la
biodiversité.

Le site est actuellement exploité en totalité par EUROVIA, classé ICPE Installation de
Stockage de Déchets Inertes (ISDI) dont la cessation totale d'activité est prévue dans les

prochains mois. Le règlement du PLUi classe aujourd'hui ce terrain en zone UEa, ce zonage interdit en l'état l'installation de panneaux photovoltaïques au sol.

Nous sollicitons la Communauté d'Agglomération de faire évoluer son document d'urbanisme pour accompagner le développement de ce projet et rendre l'installation de panneaux photovoltaïques au sol autorisée sur cette emprise.

À ce titre, nous restons disponibles pour présenter plus en détail notre projet, son plan masse d'implantation ainsi que l'ensemble des éléments techniques et réglementaires qui en garantissent la faisabilité.

En vous remerciant pour l'attention portée à cette contribution, je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, l'expression de mes salutations distinguées.

Jordan MORENO

Chef de Projets Photovoltaïques

+33 (0)6.82.95.63.83

jmoreno@erg.eu

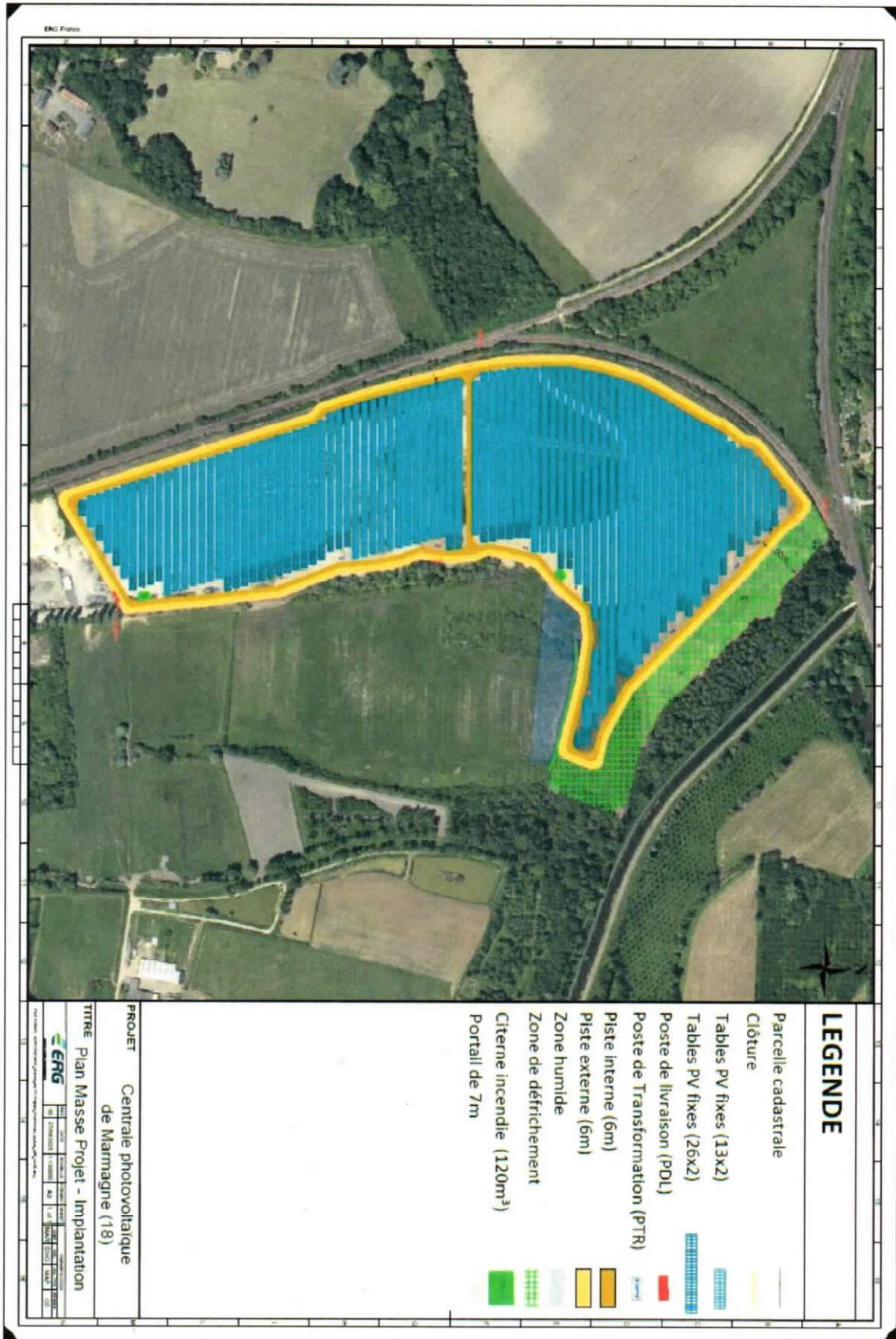
Annexes jointes :

- Plan cadastral d'emprise du projet et liste des parcelles
- Plan masse d'implantation.

[illegible]

Code	Surface
0C0027	21870
0C0040	17750
0C0042	5773
0C0043	669
0C0587	2925
0C0600	3893
0C0601	6535
0C0602	8160
0C0603	7201
0C0604	1668
0C0607	39827
0C0608	493
0C0609	550
0C0610	987
0C0611	2415
0C0612	1239
0C0613	37110
0C0614	2280
0C0615	6900
0C0629	3110
0C0630	2001
0C0632	4452
0C0633	1658
0C0836	19
0C0861	6136
0C0863	2759
0C0865	55368

PLAN MASSE



Affaire suivie par :
Fabrice RODENBURG
KAF / DIRCh / SP

KNDS Ammo France
Etablissement de Bourges
7 Route de Guerry, CS 90328
18023 BOURGES Cedex
E-Mail : fabrice.rodenburg@knds.fr
T : +33 (0) 2 45 41 10 25 / M : +33 (0) 6 58 69

Monsieur le commissaire enquêteur
Bourges Plus
23-31 Boulevard Foch, CS20321
18023 BOURGES Cedex

Bourges, le 22/09/2025

N/Réf. : KAFPRE0001LT0040-0025 A

V/Réf. : /

Objet : Commentaires pour l'enquête publique de modification du PLUi de l'agglomération de Bourges

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

A la suite de la cessation partielle de certaines activités de son établissement de Bourges, GIAT Industries souhaite attribuer une partie des parcelles CK26, CK134, CK203, CK205, CK207, CK209, CK211, CO54, CO58, CO69, CO70, CO75, CO150, CO324 à la réalisation d'un projet d'installation photovoltaïque au sol de 27 ha. Ce projet permettra de revaloriser les terrains en question, et s'inscrit dans la droite ligne du classement du site en « Zones d'Accélération des Energies renouvelables » par la commune de Bourges (délibération V-DEL-2023-0063 du 4 décembre 2023). La proposition de modifier le classement de ces parcelles d'un zonage UEb – secteur à vocation économique large, à l'exception du commerce de détail – à un zonage ULn – secteur à vocation spécifique d'installations et d'équipements de production d'énergies – est donc conforme à ce projet.

Néanmoins, l'exploitant du futur parc photovoltaïque a indiqué à KNDS que la réalisation de ce projet ne nécessitait l'octroi que d'une partie de la parcelle CO324 visée par le projet de modification de zonage soit 11 ha sur une surface totale de 23.42 ha

Le plan ci-dessous représente la parcelle CO324 d'après le site cadastre.data.gouv.fr.



La société KNDS souhaite continuer d'exploiter la zone décrite ci-dessous. Cette zone représente une surface de 12.42 ha sur la surface totale de 23.42 ha de la parcelle CO324.



D'autre part et simultanément, dans le cadre de l'augmentation des tensions internationales et des nouvelles menaces pesant sur la sécurité de l'Europe, le Président de la République a désormais érigé en priorité absolue le renforcement de la défense nationale et européenne. Dans ce cadre nouveau et ambitieux, la société KNDS doit désormais nécessairement mettre en œuvre un important programme de redéveloppement de ses établissements, et notamment de l'établissement de Bourges. Dans ce contexte, le redéveloppement de l'établissement de Bourges implique le maintien en zonage UEb des parcelles qui ne sont pas strictement nécessaires au projet photovoltaïque. En effet, seul un maintien de ce zonage UEb est susceptible de permettre à KNDS de faire évoluer le site selon les besoins industriels désormais regardés comme prioritaire par l'Etat.

Dans ces conditions, la société KNDS demande à ce que la modification en ULn du zonage des parcelles de son site soit strictement limitée aux seules parcelles suivantes : CK26, CK134, CK203, CK205, CK207, CK209, CK211, CO54, CO58, CO69, CO70, CO75, CO150 et CO324 réduite de la zone définie précédemment.

Le site cadastre.data.gouv.fr identifie la parcelle CO324 en CO325 sur ces plans.



Sincères salutations.

Vincent BALLESTEROS
Chef d'établissement
KNDS Ammo France
Etablissement de Bourges

Le 23 septembre 2025

Objet : Contribution à l'enquête public pour la modification du PLUi de bourges plus

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

La société Melvan développe depuis juin 2023 un projet solaire photovoltaïque au sol sur la commune de Trouy dans le département du Cher. Ce projet est porté sur des parcelles privées.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la revalorisation d'une **ancienne carrière**, devenue par la suite une **décharge** en y implantant une centrale solaire photovoltaïque au sol d'une puissance inférieure à 1 MWc, dans le respect des orientations nationales en matière de transition énergétique, des principes d'aménagement durable du territoire, et des objectifs fixés par la loi ZAN (Zéro Artificialisation Nette).

Une fiche carrière est disponible BRGM n°18712.

Les parcelles concernées par le projet sont les suivantes :

SECTION	NUMERO	LIEU-DIT	COMMUNE	CONTENANCE (M²)	DEPARTEMENT
ZB	51	LES CARRIERES DES TALLERIE	TROUY	65 23	CHER
ZB	52	LES CARRIERES DES TALLERIE	TROUY	15 87	CHER
ZB	53	LES CARRIERES DES TALLERIE	TROUY	23 36	CHER
ZB	281	LES CARRIERES DES TALLERIE	TROUY	2 12 78	CHER
Total				3 17 24	



Carte des parcelles cadastrales concernées par la demande de modification du PLUi – Source : Melvan

Aujourd'hui classées en zone Naturelle au sein du PLUi, les parcelles concernées par le projet ne sont pas éligibles à l'installation d'une centrale solaire photovoltaïque au sol.

C'est pourquoi, dès juillet 2023, nous avons pris contact avec la mairie de Trouy et par la suite avec la Communauté d'Agglomération Bourges Plus, pour demander une mise en compatibilité du PLUi sur ce secteur.

Plusieurs rendez-vous et échanges de mails ont eu lieu à cet égard avec la Communauté d'Agglomération de Bourges Plus fin d'année 2023 et courant d'année 2024. La Communauté d'Agglomération Bourges Plus nous par ailleurs confirmé par mail en date du 23 octobre 2023, la bonne prise en compte de notre demande de modification du PLUi adressée par courrier en date du 18 octobre 2023 (Cf Annexe 1).

En parallèle, notre société a travaillé en collaboration avec la mairie de Trouy pour l'inscription de la zone projet en Zone d'Accélération des Energies Renouvelables. Cette inscription a été validé par le conseil municipal de la commune de Trouy par délibération en date du 14 novembre 2023.

Notre société a également engagé des démarches réglementaires auprès de la DREAL Centre Val de Loire, ayant abouti à une décision en date du 26 février 2024, selon laquelle aucune étude d'impact n'est requise (dossier n° F02424P0053).

Malgré l'ensemble de ces démarches initiée depuis le milieu d'année 2023 avec les collectivités, notre société constate que le projet de modification du PLUi de Bourges Plus, ne concerne pas les parcelles de notre projet.

C'est pourquoi, notre société souhaite soumettre à travers l'enquête publique, une demande de requalification des parcelles concernées par le projet (Cf tableau ci-dessus) actuellement classées en zone Naturelle (N), en zone (NLn), correspondant à une zone naturelle pouvant accueillir des installations de production d'énergies renouvelables. Le projet devra bien entendu répondre aux obligations du règlement écrit de la zone (NLn).

Le changement de zonage en (NLn) permettrait la mise en œuvre d'un projet respectueux de l'environnement, sans impact notable sur les milieux naturels, tout en contribuant aux objectifs de production d'énergies renouvelables fixés au niveau local, régional et national.

Les principales caractéristiques du projet envisagé sont les suivantes :

- Puissance de l'installation : 999 kWc
- Productible estimé : 1 216 h/an
- Production annuelle de la centrale : 1 214 MWh
- Equivalent à la consommation électrique d'environ 450 personnes/an.
- Raccordement du projet : capacité disponible sur une ligne HTA/BT situé au pied du site

D'un point de vue environnemental et paysager :

- Le projet n'est pas situé dans une zone de protection réglementaire de type Natura 2000, ZNIEFF de type I ou II... ;
- L'implantation proposée dans la demande de Cas par Cas effectuée auprès de la DREAL Centre Val de Loire tient compte de la présence d'arbres sur le site ;
- Un renforcement des haies existantes sur le site est prévu dans le cadre du projet de façon à renforcer les continuités écologiques présentes sur le site et favoriser l'insertion du projet dans son environnement ;
- La piste périphérique nécessaire au SDIS et à l'exploitation de la centrale réutilisera le tracé de la piste d'ores et déjà existante sur le site ;
- Le projet n'impact pas de surface agricole ;
- Le projet devra répondre aux recommandations du SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours) en matière d'accessibilité et de sécurité incendie ;
- Le projet devra également se conformer aux attendus de la loi ZAN et au règlement du PLUi de la Communauté d'Agglomération Bourges Plus.

Le plan de masse prévisionnel du projet est le suivant :



Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire.

Nous vous remercions de l'attention portée à cette contribution, et pour votre engagement dans la concertation publique.

Bien cordialement,

Blanche PERENNEC

Responsable Projets au sein de la société MELVAN

b.perennec@melvan.eu

07.84.58.78.91

Communauté d'Agglomération
Bourges Plus
23 – 31 Boulevard Foch - CS 20321
18023 – BOURGES Cedex - France

Orléans,
Le 18 octobre 2023

Objet : Demande de modification du Plan local d'Urbanisme intercommunal de Bourges Plus – Projet solaire photovoltaïque au sol de Trouy.

Madame la Présidente,

Nous faisons suite à notre rencontre dans vos locaux le jeudi 21 septembre 2023 avec Monsieur Mathis TORTAY et Monsieur Hugues MARUFFY concernant le développement d'un projet solaire photovoltaïque au sol sur le territoire de la commune de Trouy (18).

Basée à Orléans, la société Melvan SAS, est un producteur indépendant Français d'énergies renouvelables, qui développe, finance, construit et exploite des centrales solaires et éoliennes. L'entreprise est active en France métropolitaine et à l'outre-mer.

L'objectif de Melvan est d'apporter des réponses durables aux besoins énergétiques et environnementaux des entreprises et des collectivités en leur apportant des solutions afin de tirer le meilleur parti des ressources locales dans le respect de l'environnement écologique et social.

Dans le cadre du développement de notre activité, nous souhaiterions développer un projet solaire photovoltaïque au sol sur des parcelles privées appartenant à Monsieur Alexandre Fernandes.

Situées sur la commune de Trouy les parcelles disposent des références cadastrales suivantes :

SECTION	NUMERO	LIEU-DIT	COMMUNE	Contenance (m ²)	DEPARTEMENT
ZB	51	LES CARRIERES DES TALLERIE	TROUY	65 23	CHER
ZB	52	LES CARRIERES DES TALLERIE	TROUY	15 87	CHER
ZB	53	LES CARRIERES DES TALLERIE	TROUY	23 36	CHER
ZB	281	LES CARRIERES DES TALLERIE	TROUY	2 12 78	CHER
Total				3 17 24	

Actuellement couvertes par un classement en zone Naturelle (N) du PLUi BOURGES PLUS, ces parcelles sont utilisées par le propriétaire comme terrain de loisir.

Le développement d'un tel projet sur ce secteur est en adéquation avec la politique de développement du solaire photovoltaïque souhaitée par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire. En effet, exploité en carrière dans les années 70, puis en centre d'enfouissement technique, ce site répond aux conditions d'éligibilités de la Commission de Régulation de l'Energie dans la catégorie Cas – Terrains dégradés.

Au vue des premiers enjeux relevés sur le site ou à proximité du site :

- Boisements au Nord,
- Proximité des carrières de Bourges, Site d'Importance Communautaire Natura 2000 faisant l'objet d'un arrêté de protection de Biotope ;
- Topographie sous forme de dôme (activité d'ancienne centre d'enfouissement technique) ;
- Insertion du projet dans une zone urbanisée.

Nous avons pour objectif de développer une centrale photovoltaïque sol d'une puissance de 1 MWc. La zone d'emprise du projet sur le site serait comprise entre 1,5 et 2 ha.

Le frein principal au développement de cette centrale est le classement de la zone au document d'urbanisme. La zone est classée Naturelle (N). Les installations de panneaux photovoltaïques au sol sont interdites.

Dans le cadre du projet actuel de modification du PLUi, nous souhaiterions que les 2 hectares nécessaires au développement de notre projet fassent l'objet d'un changement de zonage.

Un classement en NLn, zone naturelle pouvant accueillir des sites de production d'énergies renouvelables (photovoltaïque) nous permettrait d'envisager le développement du projet.

En parallèle de ce classement, la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, prévoit la définition par les communes après concertation des habitants, de zones « d'accélération » favorables à l'accueil des projets d'énergies renouvelables. Ce projet prenant en compte les enjeux locaux de l'environnement, du paysage et du patrimoine, nous allons prendre attache avec Monsieur Franck BRETEAU, Maire de la commune de Trouy pour demander un classement de ce secteur en zone d'accélération. La proposition sera ensuite examinée par le comité régional de l'énergie, nouvelle instance en cours de création qui sera présidée par le préfet de région et le président du conseil régional.

Pour finir, vous trouverez en annexe une présentation du projet et de notre société incluant des photos aériennes, plans et schémas nécessaires à une meilleure compréhension des éléments abordés ci-dessus.

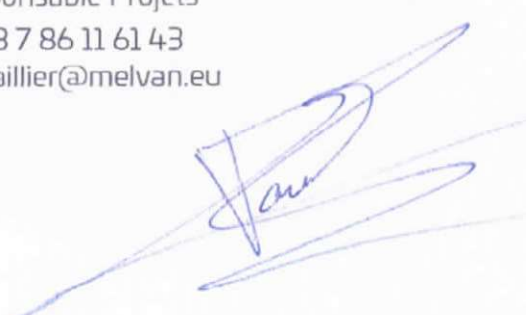
Espérant que notre demande reçoive un avis favorable et restant à votre disposition pour vous fournir toute information complémentaire.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, nos salutations distinguées.

Florian VAILLIER
Responsable Projets

☎ +33 7 86 11 61 43

✉ f.vaillier@melvan.eu



RE: Demande de modification du PLUi Bourges Plus - Projet solaire photovoltaïque au sol de Trouy (18).

À partir de MARUFFY Hugues <Hugues.MARUFFY@agglo-bourgesplus.fr>

Date Mer 18/10/2023 17:26

À Florian VAILLIER <f.vaillier@melvan.eu>

Bonjour,

Bien reçu.

Nous intégrons votre demande à la concertation dans le cadre de la modification n°3 du PLUi.
Les élus de l'agglomération donneront par la suite un avis sur votre projet.

Cordialement,

  **Hugues MARUFFY**
Chef de projet PLUi
Direction de l'Habitat et de l'Urbanisme Durable
02 46 08 11 23 – hugues.maruffy@agglo-bourgesplus.fr



De : Florian VAILLIER [mailto:f.vaillier@melvan.eu]

Envoyé : mercredi 18 octobre 2023 11:19

À : TORTAY Mathis <Mathis.TORTAY@agglo-bourgesplus.fr>; QUENEZ Pascal <pascal.quenez@agglo-bourgesplus.fr>; MARUFFY Hugues <Hugues.MARUFFY@agglo-bourgesplus.fr>

Cc : Grégoire JANVIER <g.janvier@melvan.eu>

Objet : Demande de modification du PLUi Bourges Plus - Projet solaire photovoltaïque au sol de Trouy (18).

Bonjour Messieurs,

Nous faisons suite à notre rendez-vous dans vos locaux le jeudi 21 septembre dernier concernant le développement du projet solaire photovoltaïque au sol sur la commune de Trouy.

Vous trouverez en pièce jointe le courrier de demande de modification du PLUi de Bourges Plus adressé ce jour auprès de Madame la Présidente de la Communauté d'Agglomération Bourges Plus.

Une présentation du projet est également disponible en pièce jointe.

Nous allons également transmettre ces éléments auprès de Monsieur Franck BRETEAU, Maire de la commune de Trouy.

Nous restons à votre disposition si toutefois vous avez des questions.

Bien cordialement.



Florian Vaillier

Responsable Projets

2, rue Saint Etienne - 45000 Orléans

f.vaillier@melvan.eu

07 86 11 61 43

www.melvan.eu



Le 27 août 2025

Le Maire de Marmagne

A

M. Didier RAFFAULT

Président de la Commission d'enquête
relative au *projet de modification du
PLUi et du PLU de Mehun-sur-Yèvre*
*Communauté d'Agglomération Bourges
Plus*

23-31 boulevard Foch - CS 20321
18023 BOURGES Cedex

À l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur

Enquête publique relative aux projets de modification n°4 du PLUi de Bourges Plus et n°2 du
PLU de Mehun-sur-Yèvre

enquete-publique-6379@registre-dematerialise.fr

***Objet : Contribution à l'enquête publique – Demande d'intégration d'un projet de centrale
photovoltaïque à la modification du PLUi***

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Dans le cadre de l'enquête publique portant sur la modification n°4 du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal de Bourges Plus, **la Mairie de Marmagne souhaite témoigner de
son soutien au projet de centrale photovoltaïque porté par la société ERG France**, sur le
terrain situé à *Les Chaumes* Marmagne.

Ce terrain, actuellement exploité par la société EUROVIA dans le cadre d'une Installation
de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) classée ICPE, est appelé à cesser son activité dans les
prochains mois. Ce site, considéré comme foncièrement dégradé, constitue une opportunité
d'accueil pour un projet de reconversion énergétique, dans le respect des principes de sobriété
foncière, de transition écologique et de limitation de l'artificialisation des sols.

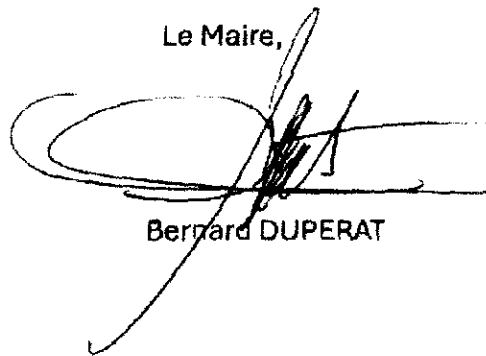
Le projet présenté par ERG France est techniquement avancé, fondé sur une approche environnementale rigoureuse, et conforme aux objectifs de la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables. Il s'inscrit pleinement dans les orientations stratégiques de notre territoire en matière de transition énergétique, auxquelles nous sommes particulièrement attachés.

La zone actuellement classée UEa dans le PLUi ne permet pas l'accueil de ce type d'installations. C'est pourquoi nous appelons de nos vœux une évolution du zonage afin de rendre cette opération d'intérêt général réalisable, en cohérence avec les orientations législatives nationales et nos ambitions territoriales.

Nous restons à votre disposition pour tout complément d'information ou échange utile à l'instruction de cette contribution.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, l'expression de nos salutations respectueuses.

Le Maire,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'B' followed by 'DUPERAT'. The signature is written over a horizontal line.

Bernard DUPERAT

Hubert LELIEVRE
Ingénieur École Centrale de Nantes
Docteur en mathématiques
Membre de la Société d'Archéologie et
d'Histoire du Berry SAHB
Membre de l'ARÉCABE Association pour
la Réouverture du Canal de Berry
Famille membre de Sites et Monuments
36, rue des Arènes 18000 BOURGES
Tel.: 02.48.70.30.43

Bourges, le 23 septembre 2025
Monsieur le Commissaire Enquêteur
Monsieur Didier RAFFAULT
Enquête publique portant sur la mo-
dification du Plan Local d'Urbanisme
Intercommunal de Bourges Plus et du
Plan Local d'Urbanisme de Mehun-sur-
Yèvre.

Monsieur le commissaire enquêteur,

La modification du PLUI de Bourges Plus et du PLU de Mehun-sur-Yèvre concerne l'intégration paysagère des énergies renouvelables dont Bourges Plus a décidé en application de la loi d'accélération des énergies renouvelables leur développement. Cela doit tenir compte des vues classées à 30 kilomètres à la ronde de la Cathédrale Saint-Étienne de Bourges Monument Historique depuis 1862 (même situation pour la Cathédrale de Chartres). Cela exclut les éoliennes qui sont une énergie intermittente. Le développement de l'énergie solaire est par contre une bonne solution car compatible avec le classement de la Cathédrale de Bourges à l'UNESCO (qui a rejeté toute éolienne pour le Val de Loire). Monsieur Paul Carvès ABF prédécesseur de Madame Valérie Richebraque m'en avait parlé pour le Secteur Sauvegardé de Bourges qu'il trouvait trop petit. Dans la modification précédente du PLUI de BOURGES PLUS, a été envisagé l'implantation d'un parc photovoltaïque à Port-Sec-Sud (les Basses Chappes) évacué par l'armée française en 2008. La modification soumise à enquête publique prévoit un autre parc photovoltaïque près de la RN151 à 2x2 voies au Subdray à la place d'une ancienne carrière impossible à réhabiliter. Comme pour les futurs parcs photovoltaïques, il est prévu des rideaux d'arbres. Le SDIS (les pompiers) s'inquiète du manque de distance entre le rideau d'arbres et les panneaux photovoltaïques à cause du risque d'incendie; ils ont raison. Les panneaux photovoltaïques peuvent aussi être installés sur le toit des habitations et des hangars agricoles comme l'a fait mon fermier à Vilèvre à Cerbois près Lury-sur-Arnon (18120) au sud de Vierzon. C'est à mon avis préférable car cela ne consomme pas du foncier. On met aussi des panneaux photovoltaïques dans les exploitations agricoles autrement sur les hangars ce que je trouve absurde. J'ai vu un représentant de Conform Énergie France qui m'a dit qu'il préfère les panneaux solaires sur les toits plutôt que des parcs photovoltaïques.

Le bois de chauffage en ville provoque une pollution aux particules fines dans les grandes villes, dénoncée dans le Contrat de Plan État-Région Centre Val de Loire 2021-2027. C'est ainsi que le chauffage au bois est interdit à Paris (il avait été interdit en 1881 à cause des risques d'incendie). Quand le Tunnel du Mont-Blanc ouvert en 1965 avec 7 m de largeur a pris feu interrompant la circulation automobile (non aux normes obligatoires des tunnels dans l'Union Européenne, normes appliquées par les Helvètes hors UE!), la pollution de la vallée de l'Arve ne venait pas du trafic automobile mais du chauffage au bois (à Grenoble aussi car la ville est dans une cuvette) contrairement aux idées reçues (progrès technique considérable depuis la création des normes anti-pollution en 1977). Le pouvoir calorifique est mauvais ce qui au XVIII^e siècle a conduit à utiliser le charbon pour le chauffage ce qui a provoqué une terrible pollution: à Londres cas célèbre jusqu'à la suppression du chauffage de ce type par la première ministre Margaret Thatcher en 1979, à Bourges à la même date (en vieux français "premier ministre" était à la fois masculin et féminin). On développe le chauffage urbain au bois comme à Bourges depuis 2014. A-t-on pensé à la pollution aux particules et a-t-on réfléchi à la nécessité d'avoir beaucoup de bois de chauffage? En 1780, cela avait provoqué la baisse de 20% de la surface forestière de la France sous Louis XVI ce qui avait incité à prendre du charbon au pouvoir calorifique meilleur.

Une meilleure solution que le chauffage au bois est la géothermie ce que fait la commune de Berry-Bouy membre de Bourges Plus. A Bannegon, l'école va être chauffée, par géothermie au lieu du chauffage au gaz qui coûte cher et dont les réserves s'épuisent (Lacq est épuisé et le gaz français vient de Groningue aux Pays-Bas près la Mer du Nord). Le PLUI n'en parle pas. Les installations durent 30 ans. A Bourges, du temps des Romains, le chauffage se faisait par le sol par hypocauste (restes rue Edouard Branly, sous-sol de la résidence Maxime Lebrun).

Hubert LELIEVRE
Ingénieur École Centrale de Nantes
Docteur en mathématiques
Membre de la Société d'Archéologie et
d'Histoire du Berry SAHB
Membre de l'ARÉCABE Association pour
la Réouverture du Canal de Berry
Famille membre de Sites et Monuments
36, rue des Arènes 18000 BOURGES
Tel.: 02.48.70.30.43

Bourges, le 23 septembre 2025
Monsieur le Commissaire Enquêteur
Monsieur Didier RAFFAULT
Enquête publique portant sur la mo-
dification du Plan Local d'Urbanisme
Intercommunal de Bourges Plus et du
Plan Local d'Urbanisme de Mehun-sur-
Yèvre.

Monsieur le commissaire enquêteur,

La modification du PLUI de Bourges Plus et du PLU de Mehun-sur-Yèvre concerne l'intégration paysagère des énergies renouvelables dont Bourges Plus a décidé en application de la loi d'accélération des énergies renouvelables leur développement. Cela doit tenir compte des vues classées à 30 kilomètres à la ronde de la Cathédrale Saint-Étienne de Bourges Monument Historique depuis 1862 (même situation pour la Cathédrale de Chartres). Cela exclut les éoliennes qui sont une énergie intermittente. Le développement de l'énergie solaire est par contre une bonne solution car compatible avec le classement de la Cathédrale de Bourges à l'UNESCO (qui a rejeté toute éolienne pour le Val de Loire). Monsieur Paul Carvès ABF prédécesseur de Madame Valérie Richebraque m'en avait parlé pour le Secteur Sauvegardé de Bourges qu'il trouvait trop petit. Dans la modification précédente du PLUI de BOURGES PLUS, a été envisagé l'implantation d'un parc photovoltaïque à Port-Sec-Sud (les Basses Chappes) évacué par l'armée française en 2008. La modification soumise à enquête publique prévoit un autre parc photovoltaïque près de la RN151 à 2x2 voies au Subdray à la place d'une ancienne carrière impossible à réhabiliter. Comme pour les futurs parcs photovoltaïques, il est prévu des rideaux d'arbres. Le SDIS (les pompiers) s'inquiète du manque de distance entre le rideau d'arbres et les panneaux photovoltaïques à cause du risque d'incendie; ils ont raison. Les panneaux photovoltaïques peuvent aussi être installés sur le toit des habitations et des hangars agricoles comme l'a fait mon fermier à Vilèvre à Cerbois près Lury-sur-Arnon (18120) au sud de Vierzon. C'est à mon avis préférable car cela ne consomme pas du foncier. On met aussi des panneaux photovoltaïques dans les exploitations agricoles autrement ^{que} sur les hangars ce que je trouve absurde. J'ai vu un représentant de Conform Énergie France qui m'a dit qu'il préfère les panneaux solaires sur les toits plutôt que des parcs photovoltaïques.

Le bois de chauffage en ville provoque une pollution aux particules fines dans les grandes villes, dénoncée dans le Contrat de Plan État-Région Centre Val de Loire 2021-2027. C'est ainsi que le chauffage au bois est interdit à Paris (il avait été interdit en 1881 à cause des risques d'incendie). Quand le Tunnel du Mont-Blanc ouvert en 1965 avec 7 m de largeur a pris feu interrompant la circulation automobile (non aux normes obligatoires des tunnels dans l'Union Européenne, normes appliquées par les Helvètes hors UE!), la pollution de la vallée de l'Arve ne venait pas du trafic automobile mais du chauffage au bois (à Grenoble aussi car la ville est dans une cuvette) contrairement aux idées reçues (progrès technique considérable depuis la création des normes anti-pollution en 1977). Le pouvoir calorifique est mauvais ce qui au XVIII^e siècle a conduit à utiliser le charbon pour le chauffage ce qui a provoqué une terrible pollution: à Londres cas célèbre jusqu'à la suppression du chauffage de ce type par la première ministre Margaret Thatcher en 1979, à Bourges à la même date (en vieux français "premier ministre" était à la fois masculin et féminin). On développe le chauffage urbain au bois comme à Bourges depuis 2014. A-t-on pensé à la pollution aux particules et a-t-on réfléchi à la nécessité d'avoir beaucoup de bois de chauffage? En 1780, cela avait provoqué la baisse de 20% de la surface forestière de la France sous Louis XVI ce qui avait incité à prendre du charbon au pouvoir calorifique meilleur.

Une meilleure solution que le chauffage au bois est la géothermie ce que fait la commune de Berry-Bouy membre de Bourges Plus. A Bannegon, l'école va être chauffée, par géothermie au lieu du chauffage au gaz qui coûte cher et dont les réserves s'épuisent (Lacq est épuisé et le gaz français vient de Groningue aux Pays-Bas près la Mer du Nord). Le PLUI n'en parle pas. Les installations durent 30 ans. À Bourges, du temps des Romains, le chauffage se faisait par le sol par hypocauste (restes rue Edouard Branly, sous-sol de la résidence Maxime Lebrun).

Liste des pièces pour l'enquête publique: modification du PLUI de Bourges Plus et du PLU de Mehun-sur-Yèvre:

-Déposition.

-Carte de Cassini 11.H en 4 morceaux A3.

-Bourges en 1947, plan du ministère de la Reconstruction et du Logement.

-Bourges Tableau d'assemblage n°3 à l'échelle 1/10000: quartier Aéroport.A2.

-1976 SERVICE DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DOMANIALES CADASTRE: MARMAGNE COUPURE 5, FUSSY COUPURES 17,18,21,22,23, BOURGES-VILLE COUPURES 1,2,3,6,7,8,11, 12,13,14,16,17,18,19,21,22,23,24, BOURGES-AÉROPORT COUPURES 1,2,3,4,7,8,9.

-Ministère de la Reconstruction & de l'Urbanisme (Cher) BOURGES ÉCHELLE DU 1/5000. Mis à jour en 1955 du plan topographique expédié: St Oustrille, Beugnon, Mazière, les Cueilles. A3 vertical.

-BOURGES Section CN Echelle de 1/5000. A2.

-MEHUN-SUR-YÈVRE Plans cadastraux Sections AX,AY,AV. A3.

-Cartes d'état-major BOURGES N.O, N.E., S.O, S.E. n°122 Echelle 1/80000 Révisée en 1891, en A3.

-Carte géologique BOURGES à l'échelle 1/320000 de 1935: légende A4 + carte A3 en couleur.

En Annexe:

-Étymologie celtique:

-Texte conférence sur la langue celtique 13 août 2024.

-ALPHABET PHÉNICIEN 3 août 2024.

-Présentation 13 mars 2021.

-FICHES N°1 à N°12.

-BOURGES PLUS, 27 décembre 2019 avec de nombreuses corrections puisque le déchiffrement de la langue celtique date du 6 avril 2019, 134 pages + sommaire en 6 pages recto-verso.

-Marmagne, 6 décembre 2021, 32 pages recto-verso + sommaire recto-verso.

-Bourges, 12 juin 2025, recto-verso.

-Rectification des traductions des toponymes celtiques latinisés, 19 août 2022, 4 pages recto-verso.

-Saint-Fulgent, 21 mai 2024, 3 pages recto-verso.

-Analyse toponymique celtique pour le site du Moulin de la Chappe à Bourges sur l'Auron, 16 janvier 2025, recto-verso.

-Historique du Moulin de Voiselle à Bourges, 22 janvier 2025, 6 pages recto-verso.

-Les Picaults, 27 juin 2024, 3 pages recto-verso.

-Chappe, 23 mars 2024, 36 pages recto-verso.

-Les Distracts, 5 mars 2025, recto-verso.

-Givaudins, 6 avril 2022, 20 pages recto-verso + sommaire.

-Les Averdines, Pierrelay, 9 mai 2024, 14 pages recto-verso + sommaire.

-Les Quatre-Vents, 4 mars 2025, 4 pages recto-verso.

-Les Breuzes: CAHB 1965 (couverture + Toponymie) + texte, 13 mars 2021, 10 pages recto-verso.

-Sinay à Saint-Doulchard, 24 novembre 2021, 10 pages recto-verso + sommaire.

-Le Subdray, 10 juillet 2022, 10 pages recto-verso.

-Mehun-sur-Yèvre, 20 juillet 2025, 17 pages recto-verso.

-Crécy, 13 janvier 2024, 4 pages recto-verso.

-Vue de profil à la Chappe sur l'Auron à Bourges, 14 septembre 2019, 24 janvier 2025, en couleur.